

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 12/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STATION D'ÉPURATION DE QUINTIN**

Beaudoué  
22800 QUINTIN

Code AIOT : 0005503342

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 de la station d'épuration de Quintin implantée au lieu-dit Beaudoué à QUINTIN (22800). L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de la station d'épuration était initialement prévue avec les agents de la DDTM pour visualiser le site dans le cadre de l'évolution de la compétence administrative.

Il s'est avéré que durant le week-end précédent la visite, un évènement s'est déroulé sur le site entraînant un déversement de boues dans le milieu. Des observations ont donc été réalisées durant cette visite.

Cette visite a également permis de constater que les dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des intervenants extérieurs n'étaient pas adaptées. Le service d'inspection a donc décidé de reprendre ces constats dans le rapport d'inspection.

En parallèle, un courrier sera transmis par les services de la DDTM avec un relevé des points particuliers observés et des éléments attendus dans le cadre du changement réglementaire.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STATION D'EPURATION DE QUINTIN
- BEAUDOUE 22800 Quintin
- Code AIOT : 0005503342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station d'épuration collective située au lieu-dit Beaudoué accueille aujourd'hui les effluents domestiques de la commune de QUINTIN et de certains secteurs de la commune de LE FOEIL (l'Espérance, Chênelliaux et les Perrières) soit une population raccordée estimée à 3600 habitants.

La STEP accueille également les effluents d'origine industrielle (abattoir de Quintin Viandes, entreprise de produits détergents Harris Briochin), de la piscine et de l'EPHAD, ainsi que les eaux de lavage de l'usine d'eau potable du Grand Gué à Saint-Brandan.

- Caractéristiques de la STEP:

- Type de traitement: par boues activées avec aération prolongée
- Traitement des boues déshydratées par centrifugeuse
- Point de rejet: Le Gouët.

**Contexte de l'inspection :**

- Visite du site avec les agents de la DDTM pour visualiser les installations dans le cadre de l'évolution de la compétence administrative.
- Échange autour du déversement de boues dans le milieu suite dysfonctionnement pompes de recirculation

**Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative du site
- Surveillance des rejets aqueux

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Exploitation de l'installation	Arrêté Préfectoral du 23/06/1999, article 2.2	Demande d'action corrective	30 jours
3	Incident – accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande d'action corrective	30 jours
4	Autosurveillance – VLE	Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 4.6	Demande d'action corrective	30 jours
5	Surveillance des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2, 3 et 4	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite du site:

- le défaut d'entretien de certains ouvrages vétustes qui ne sont pas correctement sécurisés (garde-corps cassés, lignes de vies non fonctionnelles,...).

Ce constat avait déjà été fait lors de la dernière visite d'inspection du 11/05/2023. Les risques de chute de hauteur en zone de travail depuis le bord des bassins et des passerelles sont présents.

Des dispositifs et/ou des travaux de réfection des structures endommagés doivent donc être mis en place sans délais, afin de garantir la sécurité des personnels et des intervenants extérieurs.

- des systèmes appropriés (système d'alarme) ne sont pas prévus pour éviter les risques de débordement au niveau de la recirculation des boues;
- des dépassements récurrents des volumes rejetés, en lien avec les surcharges hydrauliques.

En l'absence d'amélioration des conditions de sécurités du site, des ouvrages et des équipements, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à la signature de M. le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b> Description de l'installation classée La présente autorisation est délivrée au titre du livre V du Code de l'environnement. Les activités relèvent de la rubrique 2752 de la nomenclature des Installations Classées. - Rubrique de la nomenclature : 2752 - Nature volume des activités : Station d'épuration mixte ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'Installations Classées autorisées est supérieure à 70 % de la capacité de la station en demande chimique en oxygène
<b>Constats :</b> La STEP est actuellement classée au titre des ICPE sous la rubrique n°2752 "Station d'épuration mixte" (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles), avec une capacité nominale de traitement d'au moins 18 000 équivalents-habitants. L'ouvrage d'épuration était initialement à dominante industrielle (> 70 % de charge en DCO provenant d'ICPE). Cette charge a évolué suite à l'arrêt de l'activité et du raccordement de l'industriel GUYADER GASTRONOMIE en 2015. Par porter-à-connaissance adressé le 27/12/2023, l'exploitant précise suite à l'étude du dimensionnement de la station: <ul style="list-style-type: none"><li>• que la station d'épuration reçoit aujourd'hui une charge organique moyenne de 324,4 kg DBO<sub>5</sub>/j correspondant à 30 % de la capacité organique de la station et de 754,4 kg DCO/j correspondant à 76 % de sa capacité nominale;</li><li>• que selon une estimation théorique, les charges entrantes actuelles, 50 % du flux de DCO provient des eaux usées domestiques et 50 % des eaux usées non domestiques;</li><li>• que la répartition des charges en DBO<sub>5</sub> est de 43 % pour les eaux usées domestiques et 57 % pour les eaux usées non domestiques;</li><li>• que les futures charges entrantes à traiter ont été estimées à 14 310 EH avec 44 % des flux entrants en DBO<sub>5</sub> d'origine industrielle et 56 % d'origine domestique (en DCO 41 % industrielle et 59 % domestique);</li><li>• que dans les conditions actuelles et futures, la station d'épuration de Quintin ne rentre plus dans les conditions de classement au titre de la rubrique 2752 des ICPE.</li></ul> En conséquence, la station sera soumise à la nomenclature sur la Loi sur l'eau. La compétence administrative pour le suivi de la station sera assurée par la DDTM. En parallèle de ces éléments, un rapport d'instruction du porter-à-connaissance sera transmis à l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Exploitation de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/1999, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  - <u>Article 2.2</u> : Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement. [...] - <u>Article 4.4</u> : L'installation est conçue de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter stipulé dans le présent arrêté. Les installations sont correctement entretenues.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 11 mai 2023, le service d'inspection avait fait état de la vétusté de certaines structures et équipements de protection des installations:

- *"l'abri en béton protégeant le préleveur est très vétuste";*
- *"le bassin d'aération en béton est vieillissant, avec des gardes-corps et une passerelle non sécurisés et dangereux";*
- *"les gardes corps du clarificateur ne sont pas adaptés ;*
- *"le silo à boues est vétuste avec des fissures et des ferraillages apparents".*

Le maître d'ouvrage avait alors indiqué par courriel du 11 juin 2023, que les différents travaux de sécurisation des structures prévus en 2023 et planifiés par l'exploitant étaient temporisés dans l'attente de la finalisation de l'étude d'incidence en cours.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté qu'aucune disposition n'a été prise pour sécuriser les installations.

Il a en effet été de nouveau constaté que:

- les gardes-corps autour du bassin d'aération et l'accès aux passerelles des ponts brosses n'ont pas été réparés et ne sont pas suffisamment sécurisés. Les rubalises de signalisation installée ne permettent pas de sécuriser les risques de chute;
- les gardes-corps autour du clarificateur n'ont pas été réparés. Une rubalise de signalisation a été installée sur le garde corps-cassé mais ne permet pas de sécuriser l'accès;
- la sécurité auprès de l'installation de comptage et de l'abri en béton n'est pas assurée;
- les lignes de coupures électriques installées dans le bassin d'aération ne sont pas opérationnelles (absence de dispositifs d'arrêt d'urgence des ponts brosses fonctionnels);
- la maintenance préventive des équipements du bassin d'aération n'est pas assurée.

Les dispositifs de sécurité pour éviter les risques de chute de hauteur en zone de travail depuis le bord des bassins et des passerelles ne sont pas satisfaisants.

Ces constats sont susceptibles de compromettre la sécurité des personnels et des organismes extérieurs travaillant sur le site.

Des points particuliers ont également été relevés par la DDTM qui figurent dans leur correspondance du 19 avril 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendra à l'exploitant:

- de mettre en œuvre sans délais des dispositifs permettant des pratiques de travail plus sécuritaire (mise en place de barriérage complémentaire, interdiction d'accès à certaines zones, affichage préventif, dispositifs de sécurité...?) et en tenant compte des demandes formulées par la DDTM sur la sécurité du site et des postes de travail du personnel.
- de transmettre au service d'inspection et à la DDTM:
  - les mesures prévues afin de sécuriser les structures et les équipements du site;
  - le rapport de visite d'assistance technique de l'ADAC-SATESE 22 de l'année 2023;
  - le rapport d'audit interne de sécurité;
  - l'analyse des risques de défaillance de la station permettant d'identifier les risques en fonction de leur gravité et les mesures prévues pour garantir la sécurisation optimale de l'outil.

En l'absence de ces éléments, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à la signature du Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

### N° 3 : Incident – accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 25 mars 2024, l'exploitant de la station d'épuration a communiqué au service d'inspection un protocole de surveillance et d'alerte relatif au rejet de boue dans le milieu récepteur Le Gouët, issue du clarificateur et lié à un dysfonctionnement du poste de recirculation des boues. L'évènement a été signalé par un usager le 24/03/2024 à 11h26 et entraîné une intervention du prestataire pour vérifier le bon fonctionnement des pompes de recirculation (fin d'intervention 12h05). <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Causes:</u> Dysfonctionnement des pompes de recirculation des boues au niveau du clarificateur. Les pompes avaient été mises à l'arrêt le vendredi 22 mars suite à une intervention sur la vanne du poste de recirculation.</li><li>• <u>Actions:</u><ul style="list-style-type: none"><li>- remise en fonctionnement des pompes suite intervention du prestataire le dimanche 24/03/2024 ;</li><li>- inspections visuelles par le prestataire, de la retenue au niveau du Moulin de la Perche et au niveau du barrage du Gouët qui n'ont pas révélé la présence de boues dans le milieu ;</li><li>- réalisation de prélèvement pour analyses en amont et en aval du milieu récepteur le 24/03/2024 à 12h30.</li></ul></li><li>• <u>Observations visuelles du Gouët aux abords de la station par l'inspection le lundi 25/03/2024:</u><ul style="list-style-type: none"><li>- le débit du Gouët est important;</li><li>- absence de pollution visuelle par les boues dans le cours d'eau (vérification en amont de la station et le long de la parcelle de la station);</li><li>- absence de mortalités piscicole, au niveau du point de rejet, le long de la parcelle de la station jusqu'à environ l'entrée du site).</li></ul>Ces constats ne permettent pas d'identifier de pollution visuelle pouvant engendrer une dégradation du milieu aquatique.</li><li>• <u>Résultats d'analyse d'eau du milieu:</u> Les résultats d'analyses définitifs ont été transmis au service d'inspection le 03/04/2024 (rapport d'essais n°24032503038601).</li></ul>

Paramètre (analyses physico-chimiques)	Résultats amont rejet Step Quintin	Résultats aval rejet Step Quintin	Résultats aval Moulin de la Perche Quintin
pH	7,2	7,3	7,2
T°C	17	17	17
Matières En Suspension	15 mg/l	15 mg/l	15 mg/l
DCO ST	27 mg/l O2	24 mg/l O2	27 mg/l O2
DBO <sub>5</sub>	1,5 mg/l O2	1,1 mg/l O2	1,5 mg/l O2
Carbone Organique Dissous	5,4 mg/l C	5,4 mg/l C	5,4 mg/l C
Azote Total Kjeldahl	0,8 g/l N	0,73 g/l N	0,72 g/l N
Azote Ammoniacal (en NH4)	<0,04 mg/l NH4	<0,04 mg/l NH4	<0,04 mg/l NH4
Nitrates (en NO3)	29 mg/l NO3	29 mg/l NO3	30 mg/l NO3
Nitrites (en NO2)	0,02 mg/l NO2	0,02 mg/l NO2	0,02 mg/l NO2
Orthophosphates (en PO4)	0,06 mg/l PO4	0,06 mg/l PO4	0,06 mg/l PO4
Phosphore Total (en P)	0,0739 mg/l P	0,0763 mg/l P	0,0812 mg/l P

Les résultats d'analyses physico-chimique communiqués par l'exploitant ne montrent pas de dégradation caractérisée des paramètres physico-chimiques de l'eau entre l'amont et l'aval du rejet.

À noter que le paramètre E.coli n'a pas été analysé, ce qui aurait permis de caractériser la qualité bactériologique du milieu récepteur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra:

- mettre en œuvre des actions correctives pérennes pour éviter que ce type d'évènement ne se reproduise;
- communiquer au service d'inspection, les actions retenues et les justificatifs de mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 4 : Autosurveillance – VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Prescription contrôlée :**

Le rejet des eaux résiduaires au milieu naturel est autorisé aux conditions suivantes :

- Volume maximal rejeté : 1 325 m<sup>3</sup>/jour
- Débit horaire moyen sur 24 heures : 55 m<sup>3</sup>/heure

La qualité des effluents épurés, avant introduction dans le milieu naturel, devra, dans les conditions normales de fonctionnement, respecter les normes fixées dans le tableau suivant :

Paramètres (*) sur effluents non filtrés	Concentration maximale des rejets en mg/l pour des prélèvements sur 2 heures ou sur 24 heures	Rendement minimum (%)	Flux maximum journaliers (kg/j)
Demande chimique en oxygène: DCO (*)	46	85	60
Demande biochimique en oxygène: DBO <sub>5</sub> (*)	6	90	8
Matières en suspension: MES (*)	9	95	12
Azote Kjeldhal: NTK (*)	6	-	8
Phosphore total: Pt (*)	0,6	-	0,8

En outre, l'effluent vérifiera les conditions suivantes :

- Périodes de rejet : 7 jours par semaine;
- pH compris entre 5,5 et 8,5;
- Température inférieure ou égale à 25 °C;
- Couleur ne provoquant pas de coloration visible du milieu récepteur;
- Absence de matières surnageantes;
- Absence de substances toxiques capables d'entraîner des mortalités dans le milieu;
- Absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs.

Le rejet de l'installation sera jugé conforme :

1- Si le nombre annuel de résultats issus de l'autosurveillance non conformes à la fois aux valeurs limites en concentration et en rendement pour les paramètres DCO-DBO<sub>5</sub> et MES ne dépasse pas le nombre présent au tableau suivant [...]

Par ailleurs, les résultats des mesures en concentration ne peuvent pas s'écarter des valeurs limites prescrites :

- de plus de 100 % de la DBO<sub>5</sub> et la DCO, l'azote et le phosphore,
- de plus de 150 pour les MES.

2- Si les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, pour les paramètres Azote et phosphore, en moyenne mensuelle, soit les valeurs limites de concentration, soit les valeurs limites en rendements définies au présent article.

#### Constats :

La restitution des données GIDAF sur la période d'août 2023 à février 2024 montre les résultats suivants:

Mois	Paramètres	pH	DBO <sub>5</sub>	NKJ	P total	NGL	MES	DCO
	Vol.Moy.J (m3/j)	unité pH	mg(O2)/L	mg(N)/L	mg(P)/L	mg(N)/L	mg/L	mg(O2)/L
<b>Août 2023</b>	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement
<b>Sept.</b>	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement
<b>Oct.</b>	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement

Nov.	1 résultat > VLE (3%)	0 dépassement	0 dépassement	2 résultats en Conc. et FMA > VLE	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement
Déc.	3 résultats > VLE (10%)	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement
Janv.	16 résultats > VLE (52%) et 2 résultats > 2 x VLE (6%)	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	1 résultat en Conc. > 2 x la VLE (13%) et 2 résultats en FMA > VLE (25%) et 1 résultat > 2 x VLE (13%)	1 résultat en FMA > 2 x VLE (13%)
Fév.	12 résultats > VLE (41%)	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement	0 dépassement

Des dépassements fréquents des débits de référence sont observés lors des périodes de pluviométrie importante (surcharges hydrauliques) lié au réseau en amont sensible aux eaux parasites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 5 : Surveillance des PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2, 3 et 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Campagne de prélèvements et d'analyses

##### Prescription contrôlée :

- Article 2: L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

- Article 3: L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. [...]

- Article 4: I. Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. [...]

<p>II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les campagnes de prélèvements et de surveillance n'ont actuellement pas été mises en œuvre par le maître d'ouvrage de la STEP de Quintin, Saint-Brieuc Armor Agglomération.</p> <p>Celles-ci devaient être initiées 6 mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, conformément à son article 4 susvisé.</p> <p>Une demande de report de la mise en application de cet arrêté ministériel avait été transmise au service d'inspection au mois d'août 2023, au regard du changement prévisible du classement administratif. Cette demande a été dans un premier temps temporisée, dans l'attente des conclusions de l'analyse du fonctionnement de la station et de l'étude d'incidence sur le milieu récepteur.</p> <p>Cependant, le délai pour la finalisation de l'instruction et la prise d'un futur arrêté préfectoral actant le changement de classement réglementaire de la station d'épuration par les services de la DDTM est envisagé au mois de septembre / octobre 2024.</p> <p>Compte-tenu de ce délai et au regard de l'enjeu de santé publique du fait de la persistance et de la large diffusion des substances PFAS dans l'environnement, il vous appartient de faire réaliser les campagnes de prélèvements et d'analyses PFAS par un organisme accrédité dans les meilleurs délais.</p> <p>À noter que l'arrêté ministériel ne prévoit pas d'aménagement des délais de mise en œuvre de l'inventaire et des campagnes d'analyses des substances PFAS.</p> <p>Il est également rappelé que ces campagnes visent à dresser un point de situation sur la connaissance du territoire, en matière de présence de PFAS. Elle revêt un intérêt particulier, dans la mesure où elle permet d'identifier les éventuels émissaires et surtout de prendre les actions correctives rapidement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'inventaire des substances PFAS susceptibles d'être ou d'avoir été rejetées de l'installation ;</li> <li>• les trois campagnes d'analyses mensuelles consécutives (une campagne chaque mois pendant 3 mois consécutifs) .</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>